Union fédérale SUD PROTECTION SOCIALE
144 bd de la Villette – 75019 PARIS
Portable 06.88.06.73.34
contact@sud-protectionsociale.org

Communiqué

Lutte contre la fraude sociale : l'arnaque !

Sous le prétexte de la crise, le gouvernement et son président visent à réduire la solidarité dans le pays. Leur seul souci est de donner des gages aux marchés financiers et aux agences de notation tout en préservant les riches.

Depuis plusieurs mois, les attaques touchent de plein fouet les moins fortunés.
Les plans d'austérité pèsent toujours sur les ménages, un Ministre veut réserver les logements sociaux à ceux qui ont un emploi au détriment de… ceux qui en sont privés.

Et maintenant, c'est la chasse aux « fraudeurs » et aux « assistés » qui est lancée ; ce discours nauséabond n'a pour objectif que d'attirer l'électorat d'extrême droite et de stigmatiser les plus modestes. Tout est bon pour cela ; plus les ficelles sont grosses mieux elles passent.
De la droite dite « sociale » à la droite dite « populaire », de Sarkozy à Fillon, de Bertrand à Copé, tous pratiquent le mensonge et la démagogie. Ils lancent un chiffre de 20 milliards d'euros de fraude, chiffre invérifiable et contesté. Même Valérie Pecresse reconnaît qu'elle ne peut pas confirmer ce chiffre car il résulte d'une extrapolation.

Ils veulent traquer les bénéficiaires des prestations sociales comme l'allocation parent isolé.
Ils lancent la chasse aux arrêts de travail et soupçonnent les malades de frauder et veulent mettre en place une amende pour les salariés dont l'arrêt ne serait pas déclaré justifié par le service médical.
Pourtant, n'est-ce pas le médecin qui délivre l'arrêt de travail ? Et pourquoi ne s'interroge-t-on pas sur les raisons qui poussent les assurés à être en « arrêt maladie » ? Dégradation des conditions de travail et de vie, augmentation des pressions mises en place par les employeurs : tout cela n'est jamais remis en cause !

Alors que la fraude la plus importante provient des professionnels de santé et surtout des employeurs (le montant est estimé entre 8 et 15,8 milliards notamment pour cotisations sociales non payées), le gouvernement tape sur les assurés sociaux et allocataires.
Comme le dit le président de la caisse nationale d'allocations familiales « *pour quelques fraudeurs, on met en péril la situation de personnes en grande difficulté, légitimes à demander de l'aide ».*
Mais selon Sarkozy, « ceux qui bénéficient d'un arrêt de travail frauduleux », « celui qui minore ses ressources pour bénéficier d'une prestation » « **volent** les français », alors que « celui qui emploie un salarié sans le déclarer », les patrons responsables de 80% de la fraude, « **trichent** au détriment de la collectivité ».

Aujourd'hui, plutôt que de s'attaquer aux vrais fraudeurs et aux racines de la pauvreté, il utilise les pauvres et les malades comme boucs émissaires.

Ne nous laissons pas duper, arnaquer, par ces tristes personnages et retrouvons les valeurs de solidarité pour un autre partage des richesses et construire un autre monde.

SUD Protection Sociale le 16 novembre 2011